

Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**VILLAGES DU CANTON DE
CARCASSONNE 2**

**Le présent document est publié sous licence
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au
personnel des Archives Départementales de l'Aude,
qui ont rendu ces travaux possibles.*

Dépôt légal 4ème trimestre 2024

Une démarche volontariste et démocratique du CESE

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'économie est au cœur des cahiers de doléances

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

La sensibilité aux questions environnementales est prégnante

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

Et maintenant ?

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

CAHIERS DE DOLÉANCES

CANTON DE CARCASSONNE 2 VILLAGES

PROVISOIRE ET CONFIDENTIEL

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.



CAHIER DE DOLÉANCES

**MAIRIE DE COUFFOULENS
AUDE**

**REGISTRE OUVERT
DU 25 JANVIER 2019 AU 11 MARS 2019**

**Pour information une salle pourra être
mise à disposition pour la tenue d'une
réunion publique. La salle est à réserver
à la mairie en fonction des disponibilités.**

M^r M^{me} : [redacted] le 31 janvier 2019

- Pas de TVA sur les produits de première nécessité
 - Salaires, retraites, pensions indexés sur l'inflation
 - Rétablir l'ISF
 - Augmentation de l'allocation Adulte Handicapé
 - Prendre en compte le vote blanc
 - Limiter l'immigration
 - Pas d'obligation des 11 vaccins des moins de 2 ans
 - Lutter contre la fraude à la Sécurité Sociale
 - Sauvegarder l'hôpital public
 - En finir définitivement avec le cumul des mandats
 - Augmentation du pouvoir d'achat
 - Faire payer les grands pollueurs (avions - bateaux)
 - Fin de l'utilisation des OGM
 - Fin du glyphosate
-

VILLE DE PALAJA

**CAHIER
DE DOLEANCES
ET DE PROPOSITIONS**

Ce cahier est à la disposition des Palajanaïses et Palajanaïses, de tout âge, qui résident dans la commune et qui souhaitent exprimer leurs doléances ou (et) faire des propositions.

Il est ouvert à compter du 19 décembre.

Vous pouvez ou non donner votre identité.

Les doléances et les propositions seront apportées à la Préfecture de l'Aude pour être transmises au Gouvernement.

Merci de bien vouloir n'écrire que sur les pages numérotées portant le tampon de la ville de Palaja.

Je vous remercie.

Le Maire, Paul RAMONEDA.



M.

11570 Palaja

(1)

Pourquoi dans notre foyer avec mon épouse active et moi retraité et non imposable la CSG sur la partie retraite n'est complébilisée.

Mon message aux élus est le suivant =

Restaurer la confiance entre les citoyens et leurs élus

- avec en préalable, de faire respecter la loi à tous les niveaux ;
- en restaurant désormais, un système fiscal juste et équitable ;
- en exerçant dans l'exemplarité, le pouvoir qui leur a été délégué, à savoir :
 - faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers ;
 - être les représentants proches de leurs citoyens.

11570 PALAJA.



Retraite

Fonctionnement

+ plutôt qu'augmenter les recettes diminuant les dépenses on a l'Europe, l'état, la région, le département, les communes l'agglomération et même en Occident nous avons un parlement de la mer (150 élus) et en député représentant l'Assemblée nationale auprès du département (fabuleux)

+ nous avons des rattachés, des détachés, attachés, des préfets sans préfeture, des présidents sans république

Madame R... retraite 600€/mois, Madame H... députée 600€/j

+ les marchés publics (Gare J... on refait la façade de la mairie, Entreprise Polonaise 1m d'œuvre, entreprise française 3m d'œuvre, entreprise française 2m pour les Polonais, 1m pour X et 1m pour l'entreprise française)

+ le gaspillage, j'ai un budget peinture de 2000€/an, j'achète la peinture et je la jette.

Je ne parle pas du sénat avec ses dépenses fabuleuses.

+ Arrêtons de piller la France

Justice

Egalité

un citoyen vole un œuf - jamais de prison
un col blanc devient 20 millions d'euros amende et 200 €

Social

C'est bien mais il faut renforcer les contestes
un équilibre social avec des syndicats forts
Instaurer un système fiscal juste



Emploi

(3)

- + Au Gabon le tissu 10^e au Maroc il arrive en France. le grossiste le revend 40€ et il est en magasin à 120€. à 120€ on doit pouvoir le produire en France
- + Le secteur primaire et source d'emploi et de richesse
- + des aides à l'emploi ou sont par suite de création d'emplois, pour ces entreprises il faut qu'elles remboursent les aides

Retraite

- + Un régime et unique régime pour tout le monde (classé compris)
- Les retraites aux personnes qui ont cotisés.
- On ne peut gagner 45000 €/jour et avoir 45000 €/jour de retraite, plafonnement des retraites.
- Contrôler le versement des retraites à l'étranger (cert pays, ou le record du monde ds + de 100 ans)

Dettes

- + Combien de milliards coûte à l'Europe, qui paye pour l'Europe
 - + Vente d'actif improductif et qui sont des gouffres financiers (Palais) et pas des actifs productifs.
 - + Émission d'un emprunt obligatoire et obligatoire (10 ans de délai Total sans intérêt) pour 40 milliards d'évasion fiscale et 10 milliards d'ISF.
- ⇒ attention selon les sources du ministère de l'intérieur cela pourrait faire 10 milliards d'Euro.



Immigration

On ne peut pas évaluer toute la misère du monde
priorité avec étrangers qui ont colisés (santé ---)

Écologie

- L'écologie est une affaire de tous, tout les jours (guyane)
et pas une question de taxes.
- il faut développer les énergies propres (eolien, photovoltaïque)
- il faut aider aux économies d'énergie (Isolation ---)
- Pour avoir la capacité de produire propre, mais les grands
groupes (TOTAL) sont ils prêts?

Pour mémoire les USA, la Chine et l'Inde 76% des émissions
la France 1%

- Une agriculture résonnée pour la santé de tous..

Pouvoir d'achat

- augmentation: Suzy +24,69%, assurances +4%, journal +10%
- augmentation des taxes, gel des salaires ou peuvent
que diminuer le pouvoir d'achat
- Contrôle des prix, une salade produite 0,10 centimes d'euro
à Perpignan vendue 1€ à Carcassonne.
- Les grandes entreprises dirigés par des salariés (PDG)
qui ne servent que les actionnaires et leur intérêts et qui
génèrent que la misère



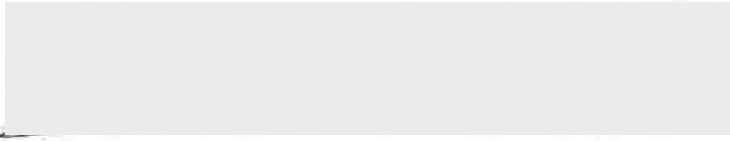
↳

Conclusion

(5)

- Mais où est passé notre argent, et où passe-t-il ?
- Le mensonge et le mépris ne peuvent engendrer que la colère et la haine, attention que cela ne devienne pas une chasse au sociétaire.
- Mais qu'est-ce que sont, après nos yeux ?
La France était belle Fraternelle rendons lui ses valeurs (Liberté, Égalité, Fraternité)

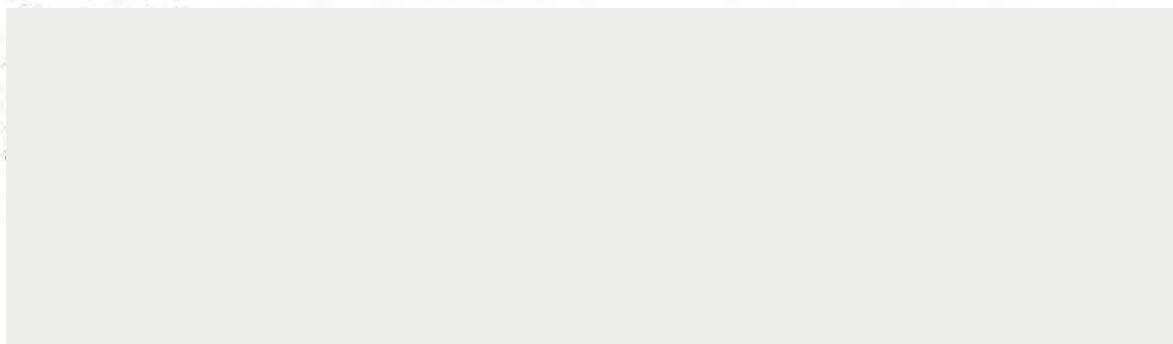
J'ai couché sur ce papier une partie de ma vision des choses, je me tiens à votre disposition pour en débattre



Proposition de contribution au « cahier de doléances »

L'appel à « toutes les compétences » pour améliorer la relation sociale me pousse a apporter mon témoignage.

Les dramatiques inondations qui ont frappé l'Aude le 15 octobre dernier -tous s'accordent à dire qu'elles peuvent se reproduire- m'ont amené à adresser au Préfet un courrier(déposé à son secrétariat)relatant plusieurs études sur les techniques traditionnelles de lutte contre les inondations : des barrages en pierre sèche (païchères) intallés sur tous les ruisseaux,dépuis le Moyen-Age, jusqu'au plus petit affluent, ont suffi à protéger les villes et les villages de précipitations décennales voir centennales. Un article de Wikipedia y était joint et je m'associe au mécontentement général car mon courrier est resté sans réponse.



P. J. 1 article Wikipedia



Païchère

Une **païchère** est un ouvrage en pierre sèche construit dans un ruisseau, et destiné à la régulation des crues ou à divers usages agricoles : prise d'eau d'irrigation, d'abreuvoir, de moulin...

On compterait une cinquantaine de païchères, de différentes tailles et d'époques allant du xvii^e au xx^e siècle¹ en zone collinaire, à Palaja (11570). Leur datation ne peut que se référer aux habitats voisins, voués le plus souvent à l'élevage du mouton, qui a précédé la généralisation de la vigne. Cet élevage limitait considérablement la couverture végétale, frein naturel à la propagation des crues.

Le constructeur de païchères a généralement utilisé un grès local, parfois du calcaire ou du schiste. On peut constater qu'au-delà de Palaja, la technique de la païchère est connue dans tout le Languedoc², en zone collinaire.

Cet ouvrage peut porter un autre nom en Provence et dans le reste du bassin Méditerranéen occidental^{3,4,5}.

Cartographie

Parmi une douzaine de cartes ou cadastres du secteur, datés du xviii^e au xx^e siècle, seul un plan cadastral de Montirat (limitrophe de Palaja à l'est) daté de 1763, montre une prise d'eau avec barrage. Ce manque d'archive écrite peut traduire une absence de réglementation de l'usage de l'eau à ces époques.

Lexicologie

On trouve la trace du mot «païchère», dans le sens qu'on lui donne ici, dès 936 : Devic et Vayssète le mentionnent⁶ dès cette date, et, ultérieurement, il est cité régulièrement dans une dizaine de dictionnaires du languedocien⁷ à l'auvergnat⁸ (pas en provençal)

Références

1. Plan cadastral de la commune de Montirat (Aude) de 1763 (numéro de plan 1fi1014_plan6_p_gauche)
2. http://www.pierreseche.com/recension_11.htm
3. http://www.pierreseche.com/definitions_cerav.html
4. Terrasses et eau des versants méditerranéens, Danièle Larcena, www.pierre-seche-en-vacluse.fr/publications_articles.php
5. La gestion des crues et inondations dans la région Tadla Azilal (Maroc) cas de Beni Mellal, actes des ISIRAUf,
6. [Languedoc t.5 E](#)
7. [Languedocien des institutions, des coutumes et de la langue en usage dans quelques pays du Languedoc de 1536](#)



Une païchère à Monrafet
département 11



Une païchère à Bazalac département
11



Jamais notre pays n'a connu
autant de haine, origine prémonitrice
des révolutions françaises.

Il faut à un prix réhabiliter la devise
de la République. LIBERTÉ - ÉGALITÉ
FRATERNITÉ.

- * ÉGALITÉ
- a) devant l'impôt. Ne pa-
rer de rentes à tout va
ex: taxe d'habitation
source de tensions
 - b) égalité sans les statuts
 - c) supprimer les niches fiscales
etc...
 - d) clarification des mandats
sans la fonction publique
territoriale.

* FRATERNITÉ

elle va de pair avec le principe
d'égalité

Quelques propositions

- 1) Supprimer purement et simplement
L'ENA
- 2) Au niveau régional. Pourquoi
Carole Delga et son conseil régional
a augmenté les indemnités des conseillers
régionaux au motif que la région occitane
est née de la fusion Midi-Pyrénées - Languedoc
Roussillon. Pourquoi alors ne pas Société
le salaire des enseignants à l'hôpital qui passent
des jours et des nuits à travailler
- 3) Rendre obligatoire la fusion des
communes pour alléger les frais.
- 4) L'Élyse a-t-elle jusqu'à 1200
salariés pour fonctionner.



Les lois sont les mêmes pour tous (en principe)

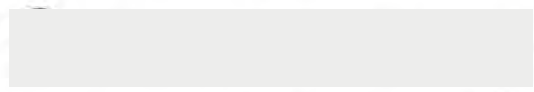
- indexer les pensions sur le coup de la vie
- revaloriser le travail des enseignants
- contrôler les pensions versées à l'étranger
- faire payer les frais médicaux aux étrangers qui ne résident pas en France (je précise que nous ne sommes pas ravis)
- mieux contrôler les chômeurs qui profitent du système.
 - Certains travaillent quelque mois pour avoir droit au chômage et refusent un emploi
- recon le système alloué aux anciens ministères
 - gardes du corps
 - secrétaires
 - cuisinière !!!
 - bureau alloué -
- Ministère (idem) pas personne de g du corps et tout le matériel
- députés - sénateurs les pensions allouées !!
- Pour une commune qui ne acquiesce pas médecins, obliger les universitaires à aller dans les villages; les enseignants



Pourquoi tous ces frais ? avions, scolaires
de Brigitte, réceptions grandiose, etc...
- s'inspirer des modèles de dépenses scandaleuses.

- Pourquoi une trentaine de ministres ? Sont
20 ne font rien.

etc... etc... etc...

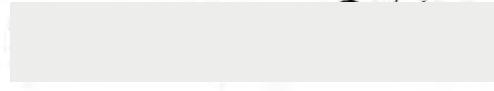


Mépris du monde rural... Suppression de TER
pour des bus (courier) bonjour l'écologie!

Désert médical dans les montagnes et les campagnes

Nous avons tous besoin de la ruralité

Réagissons à cette situation.





11

Monsieur le Président de la République Française

Mes Doléances:

- Serait-il possible avant les élections d'écarter les promesses sur le marché, les fausses promesses et les mensonges au peuple afin de se faire élire.
- Pourrait-on avoir un président qui suit son programme par lequel il a été élu.
- Si pendant son mandat, il y avait un changement de son programme, ça serait au peuple de valider ou non ce changement par le référendum d'initiative citoyenne.
- Pourrait-on réformer les élus de l'assemblée nationale.
- Avoir une proportionnelle de l'assemblée nationale.
- Casier vierge pour tous les élus (c'est une obligation pour conduire un taxi)
- Dissoudre le Sénat
- Révoquer certains privilèges abusifs des élus (vous les connaissez je ne les cite pas, il y en a de trop)
- "Non ennemi, c'est la finance". Elle était belle cette fausse promesse.
- Pourrait-on avoir une justice fiscale.
- Il faut récupérer ces milliards de fraude fiscale et d'évadés fiscaux.

Bien sûr, remettre l'ISF au lieu de se poser la question de la taxe d'habitation sur les 20% des foyers les plus riches au 1000€ net par an compte avec un enfant, par moi, il ne fait pas partie des 20% des plus riches en France.

Il faut faire des économies et la chaîne au gaspillage à tous les niveaux (état, région, département et communes).
Arrêter de mettre des seuils mais de la proportion par l'impôt ou par percevoir une aide sociale

Cela me semble plus juste que tout le monde participe
 - Une TVA réduite pour les dépenses indispensables au fonctionnement d'un foyer (Eau, Electricité, alimentation principale) et en contre-partie, une augmentation légère de la TVA pour le reste.
 Je paierai moins cher mon alimentation, mais plus cher mon iPhone 12.

Il faut maîtriser l'immigration dans notre pays.
 Revou certains principes qui sont des appels d'air (aide sociale, CNU, rassemblement familial, naissance sur le territoire).

Il faut revou le statut des travailleuses étrangères européennes.
 C'est une concurrence déloyale aux travailleuses françaises.
 En ce qui concerne l'écologie, il est urgent de s'entendre à un niveau mondial.

Je maintiens le mot mondial car mettre des règles et des restrictions à notre pays nuit à la compétitivité de notre économie par rapport à un pays qui ne le fait pas donc là, bon courage.

J'espère par nos enfants que le monde en prendra conscience avant qu'il ne soit trop tard.

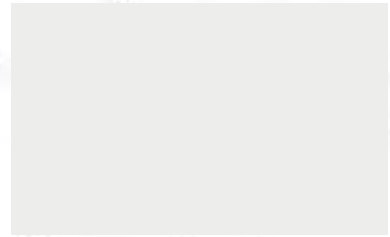
Il y avait beaucoup de choses à dire et surtout à faire par reformer notre beau pays en faisant attention de ne pas s'opposer les uns aux autres.

Et vous de jouer.

Cordialement, un citoyen français
 le 14.01.2019



MSTO PALAJA



Sans connaître les résultats du grand débat, on sait qu'il faut augmenter le pouvoir d'achat des bas salaires et des retraités sans alourdir les charges des troups dignitaires de l'entreprise. La solution immédiate serait de supprimer purement et simplement la CSG sur les bas salaires et les retraités, en agissant par là sur la partie nette de la rémunération. Tel fait par ailleurs remettre tel qu'il était le quotient familial pour requalifier les recettes des ménages et reindiquer les retraites sur le cours de la vie.

Parallèlement, il faut réduire les dépenses publiques en reorganisant dans son essence la fiscalité. Sans fixement revenu sur l'ISF, il faut repenser les tranches fiscales d'imposition sur le revenu et taxer plus lourdement les gros revenus. Il n'est pas mieux pas juste d'avoir laissé subsister l'ISF sur les biens meubles car nombreux sont ceux qui ont de biens souvent de famille de valeur et qui supportent de payer l'impôt. Pour réduire les dépenses publiques, il faut commencer par réduire les représentants, réduire le nombre de députés éventuellement mais surtout en alléger le millefeuille fiscal, supprimer purement et simplement le Code Général qui à l'échelle des régions n'est plus d'raison d'être, en accroissant part. être parallèlement le rôle des maires en contact direct avec la population. Il faut enfin et surtout réduire la pression fiscale sur les TPE - PME notamment qui ne peuvent plus continuer à payer des charges de plus en plus importantes.



- Pourquoi donne t'on des aides d'un côté ^{prime revenue} pour les
Reprendre de l'autre côté avec impôt revenu

14

Un citoyen en colère... 11570 Palaja

Quelques propositions face à l'urgence
écologique et climatique qui me paraît
être une priorité, sans oublier les causes
de cette situation.

Au niveau d'une commune, d'une ville,
d'un département.

→ Organiser le volontariat de manière plus
simple, au niveau des maires par exemple

→ éduquer à consommer mieux et moins
en évitant les gaspillages d'énergie et de
production de déchets (le recyclage n'est pas
la solution miracle)

→ A un niveau plus large, reconsidérer
les zones inondables, elles ont évolué au
regard du climat et de l'urbanisation.

→ Favoriser les lieux intergénérationnels, la
solidarité, déjà à un niveau communal, les
exemples ne manquent pas.

Nous vivons dans un pays démocratique, riche, mais
les richesses mal réparties conduisent à un
niveau d'injustice qui risque de mettre en danger
cette démocratie à laquelle nous sommes
attachés.



* Je suis une dame active, avec un SMIC, des enfants jeune et un mari retraité. Celui-ci se voit ponctionné de la (15) CSG ! Nous ne sommes pas riche, ce sont nos enfants qui en pâtissent.

* Nous n'avons pas droit aux APZ, ni à la prime d'activité alors que je ne suis pas à temps plein ! Quelle honte !

* Handicapée, je vais devoir travailler jusqu'à 65 ans minimum ! Je demande que soit remis en place la retraite anticipée pour les travailleuses handicapées.

Si je ne peux plus travailler dans dix ans, je ne pourrais pas payer des études à nos enfants.



PALAJA, le 25 Janvier 2019

Monsieur le Président,

L'écologie, parlons en... Goutte qui a fait déborder le vase. Grâce aux Gilets Jaunes l'augmentation sur le carburant est retardée. On ne parle jamais des vrais pollueurs : 9000 avions qui passent au-dessus de notre tête, les tankers, les paquebots et qui eux sont exonérés de taxes. Pourquoi ?

Les produits interdits en France mais autorisés dans d'autres pays européens. Par exemple l'Espagne qui utilise des produits de traitement pour la vigne, les vergers et les légumes qui sont ensuite importés et consommés en France.

Les inondations. Le Ministère de l'agriculture a interdit de curer ruisseaux et rivières ce qui favorise les embacles qui emportent routes, ponts, maisons et créent des pertes humaines. Peut-être conviendrait-il de revenir aux anciennes solutions qui ont fait leur preuve.



①

DOLÉANCES . Acte I
ANNÉE 2019.

①7

- Qu'est ce donc que toutes ces questions ?
- Elles sont ~~implément~~ à côté des sujets et des problèmes dont souffre la FRANCE !!
 - Sur le site " de grand débat " tout est fait pour que seules les réponses en quelques mots aux questions posées soient lisibles, sans possibilité d'afficher une argumentation structurée qui risquerait de sortir de cadre étroit dans lequel on veut manifestement en fermer cette consultation !
 - Honte à tous les HAÏRÈS qui se vantent tant d'être si proches de leurs concitoyens et qui se sont prêtés à cette grande mascarade = ils sont en 2019, vis à vis de pouvoir personnel, dans la même attitude que le clergé avant la révolution de 1789.
 - Mais qui s'oses vous tous parler comme ça, et avoir la prétention de poser des doléances qui s'appliqueraient à la gouvernance de la France entière -

- [REDACTED] habitant de LAHATA -

- Age 81 Ans -

- Avec mon épouse nous totalisons 86 Ans de travail en usine = c'est nous et les autres
Dieu sûr qui avons fait les 30 GLORIEUSES

- Gisèle a commencé à travailler à 14 Ans, oui, dans une PME, même que pendant 4 ans le patron n'a pas payé l'ALSAF, ce qui fait qu'au moment de la retraite, elle fait



amputée de jambes.

- Pour moi, 28 mois de service militaire, 18 mois dans les djebels Algériens - fait 40 ans en usine -

- Nous, serions donc des retraités vantis, très payés et riches ! C'est pour ça que le MONARQUE nous a volé 300 Euros en 2018 sur notre retraite, tels les "fermiers généraux" aux 16 et 17^{es} siècles.

NON le mal dont souffre la FRANCE c'est le chômage consécutif à la désindustrialisation du pays.

PAS UNE QUESTION A CE SUJET DANS LE GRAND DEBAT -

DÉS LISTES = Mais il faut s'affranchir de certains traités Européens !!

- Créer de suite un réseau de réparation et d'entretien de tous les appareils électroménagers et autres :

NON = une frigo n'est jamais usé et à jeter au bout de 5 ans.

NON = une machine à laver n'est jamais usée et à jeter au bout de 5 ans.

NON = un poste de télé n'est jamais usé et à jeter au bout de 5 ans.

NON = une perceuse n'est pas usée quand elle fait des étuielles ----- etc - etc - -

En 2018, on peut créer 100.000 emplois.



- Remettre en activité les 10.000 stations services voiture et les équiper pour recharger les batteries des voitures électriques, ou procéder à l'échange rapide.
- On peut créer 70.000 emplois.
- La France possède le plus dense réseau routier en Europe et plus de 80% des Engins de chantier qui opèrent sur nos routes ou si les chantiers de bâtiment sont fabriqués et achetés à l'étranger.
- d'usine FORD de Bordeaux (son personnel possède un savoir faire très pointu sur le usinage des pièces - c'est un travail des plus compliqué de la fabrication mécanique

{ Il faut la Nationaliser }

avant que les chinois la rachètent -

- Ces grands projets ne peuvent être mis en œuvre que sur l'impulsion de l'état, il faut donc contraindre les possédants financiers à investir en France, ou les sanctionner drastiquement - et récupérer tout le trop perçu en actions - dividendes - retraites chômage - salaires disproportionnés au regard du savoir et de la valeur que la plupart du temps n'est que fictive chez ces dirigeants.



Acte II

CONCERNANT L'ÉTAT - L'ADMINISTRATION - LES E
ET LES SERVICES ~~PUBLICS~~ PUBLICS.

ARRÊTER = le cumul des indemnités à tous les
niveaux - Anciens présidents de la République,
conseil constitutionnel - conseil d'Etat -
conseil économique et social - conseil général.
conseil régional - conseillers Européen -
sénateurs - Députés élus de tous ordres et
maires -

(Environ 15.000 maires sont d'anciens
fonctionnaires en retraite, ils devraient
percevoir soit leur retraite ~~soit~~ soit leur
indemnité, mais pas les deux = ils se
disent au service de leurs concitoyens,
pleins de sentiments altruistes, alors est-ce
qu'un bénévole du secours populaire ou
catholique ou des restos du cœur touche
une indemnité?)

- En conséquence créer ~~une~~ une banque
"solidaire" et verser tout cet argent sur
le compte et ~~le~~ l'utiliser pour les cas
sociaux les plus désespérés (S D F. Agriculte
au bord du suicide, femme à la rue sans
aucun revenu.

- Responsabiliser les MAIRES, ils devraient
être en charge des S D F, et créer partout
des structures pour les accueillir.
- ANNULER les 17 points de CSG qui
frappent tous les retraités.
- Réformer complètement les tribunaux de
commerce qui sont des destructeurs d'
entreprises -

- RÉNEGOCIÉ - tous les traités Européens⁽²¹⁾
 qui pénalisent les salariés -
- Armoniser les lois sociales en Europe.
 - Poursuivre au tribunal de la HAYE, tous les dirigeants de pays qui prônent des idées RACISTES ou ANTISEMITES.
 - Il faut supprimer toutes les niches fiscales, sauf pour les femmes seules avec enfants à garder.
 - Il faut sanctionner partout le travail au noir (les Noirs d'en sous leurs yeux)
 - Il faut sanctionner les évadés fiscaux -
 - (Fraude fiscale 80 milliards / An)
 - Il faut interdire l'activité des Avocats fiscalistes, ils contribuent à miner la France.

NOUS MANQUONS PARTOUT DE MÉDECINS

- Il faut embaucher 1.000 Médecins CUBAINS
- pour palier dans la médecine supénaire et dans les campagnes = A raison de 5.000 € / Médecin (SALAIRE + CHARGES) / Mois la somme totale par mois représente le salaire de 5 joueurs de PSG.

OUÏ MÉRIEURS LES FOOTEURS

Voilà la réalité CAUE et DURE
 j'ai bien dit 5 joueurs.



6)

ALLER - BON - et puis VOILA
IL FAUT CONCLURE -

LA 5^{ème} République c'est quoi =

- c'est un coup d'Etat - !!

c'est une constitution rédigée par un certain Michel DEBRÉ père de deux fils députés et ministres qui viennent nous donner des leçons de morale sur les plateaux télé alors que leur père a fait déporter plus de 2.000 enfants de l'île de la réunion dans la creole - - - - -

c'est la guerre ~~de~~ d'Algérie et ses capitaines qui sont ~~des~~ = un jeune belge c'est une boîte aux lettres, tel fire bien tel les boîtes aux lettres quand tu vas à la chasse dans ta campagne !!

- c'est des dizaines de milliers de HARKI qu'on a abandonné et qu'on a laissé égarer avec femmes et enfants par le FFLN -

- C'est 1 million de gens déplacés dans un sens et peut-être 3 millions d'autres dans un autre sens.

- c'est une République qui n'a pas exigé le respect des accords d'Évian -

- c'est une République qui a fait la guerre en IRAK, en LYBIE - en SYRIE

- c'est une République qui se mêle et qui aboie avec les VA TIÊN GUERRE pour provoquer la RUSSIE

- la 5^{ème} République c'est des hommes politiques



2)

(23)

par des dégoûts frisés, on fait mourir des milliers de français, en autorisant l'utilisation de l'AMIANTE alors que depuis le début du 20^è siècle, on savait que c'était mortel - - - -

ALLER. c'est ASSEZ.

TROP - c'est TROP.

IL FAUT UNE 6^è RÉPUBLIQUE
DÉCIDÉE PAR LE PEUPLE
ET QUI LIMITERA LE POUVOIR
DÉVASTATEUR DES ENARQUES.
VIVE LA 6^è RÉPUBLIQUE.



QUI FAIT LA LOI ?

L'Assemblée Nationale et le Sénat
c'est à dire les ~~élus~~ élus par le PEUPLE

NON

FOUTAISE !!

Ils ne sont que la face visible du
grand théâtre - tout se passe en coulisse !!

C'EST le CONSEIL D'ÉTAT.

Assemblée invisible de 231 membres,
tous issus de l'ENA (École Nationale
d'administration)

PAYÉS environ 7.500€ / mois et
qui doublent leur salaire avec la
multitude de primes (y compris une
prime de chaussures - - - - - la HONTE

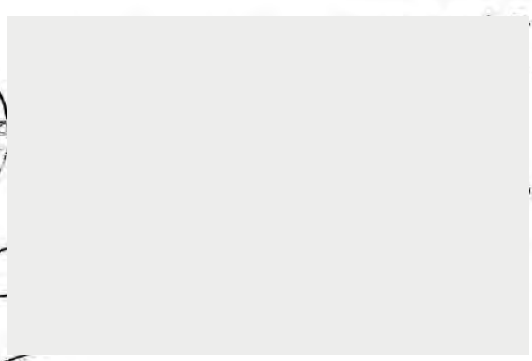
- Ce conseil existait sous la royauté, supprimé
à la révolution, il a été remis en
place par NAPOLÉON 1er !!!



MAINTIEN A PALAJA -

DU BUREAU DE POSTE DANS
SON FONCTIONNEMENT ACTUEL.

M^e LE MAIRE A LES MOYENS,
ADMINISTRATIFS, POUR AGIR
EN CE SENS -----



Copie e GILETS
JAUNE de
CARCASSONNE.



Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
 - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
 - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
 - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
 - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
 - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
 - Introduire le scrutin proportionnel,
 - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
 - Prendre en compte le vote blanc.

b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
 - Par l'augmentation des petites retraites,
 - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
 - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
 - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
 - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
 - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
 - Le rétablissement de l'ISF,
 - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
 - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
 - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
 - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
 - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
 - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
 - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
 - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
 - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
 - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
 - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
 - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
 - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
 - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
 - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.

- Dans le domaine de la formation :
 - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
 - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

d. Une forte sensibilité aux questions environnementales

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
 - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
 - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.

- Puis la préservation du vivant :
 - Par davantage de lois,
 - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
 - Réduire les déchets,
 - Reboiser.

- Sur l'énergie :
 - Taxer les pollueurs,
 - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
 - Réfléchir à l'impact des éoliennes.